

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

S'opposer à l'hégémonisme

COMME chaque année les dirigeants de cette superpuissance agressive qu'est devenue l'URSS ont commémoré l'anniversaire de la Révolution d'Octobre pour tenter de faire croire qu'ils sont toujours les dirigeants d'un État socialiste.

Cette commémoration ne constitue-t-elle pas une farce sinistre alors que Brejnev qui présidait à l'inquiétant défilé militaire a fait partie de ceux qui avec Krouchtchev ont ravi au prolétariat soviétique le pouvoir qu'il avait conquis et la place dominante qu'il occupait dans l'URSS de Lénine et de Staline.

Mais Brejnev ne réussira pas grâce à une telle mise en scène à masquer les dangers que fait peser aujourd'hui l'URSS sur la paix mondiale et les paroles trompeuses prononcées sur la Place rouge ne peuvent en imposer lorsqu'on les confronte à la réalité. « L'URSS renforce la capacité défensive de ses forces armées » a déclaré Brejnev. En fait de défense, c'est bien d'agression en Afrique, en Asie du Sud-Est, de présence de la flotte russe sur toutes les mers du globe qu'il s'agit. L'URSS a maintenant plus de quatre millions d'hommes en armes concentrés face à l'Europe et à la Chine et s'efforce d'acquiescer la suprématie dans tous les domaines y compris le domaine nucléaire pour se donner les moyens de conquérir l'hégémonie face à son rival américain.

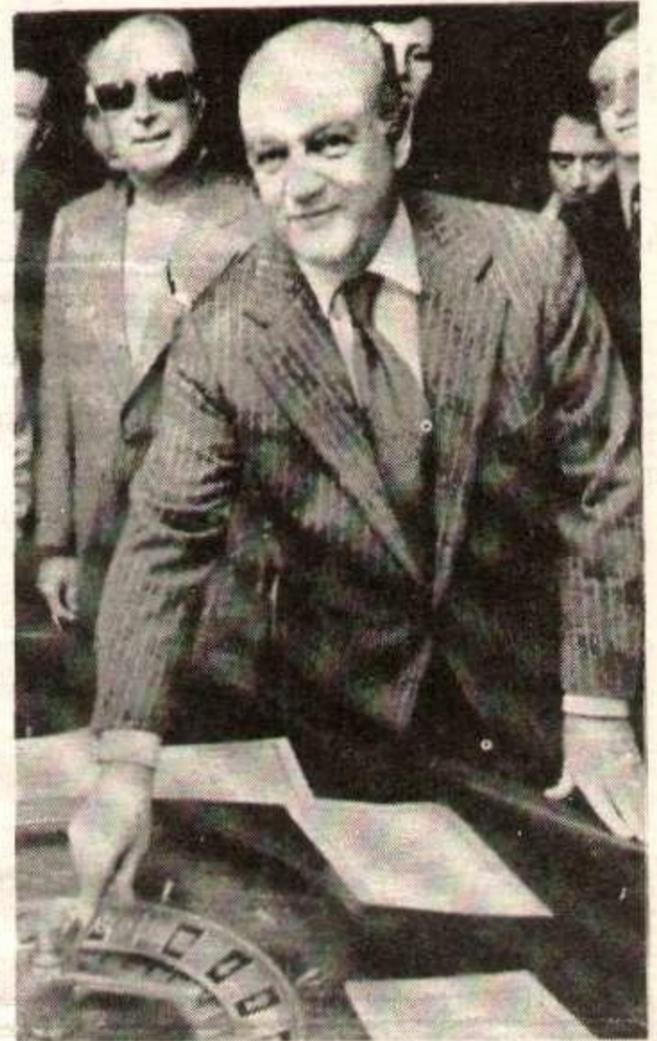
Dimitri Oustinov, ministre de la Défense, les mots de « paix » et de « démocratie » plein la bouche, s'est montré prodigue de menaces notamment à l'égard de la Chine. Fait significatif, alors que l'URSS vient de signer avec le Vietnam un traité agressif les dirigeants vietnamiens Le Dua et Pham Van Dong se tenaient à ses côtés à la tribune. La soif de domination absolue des dirigeants soviétiques ne s'arrête pas là.

Dans le même temps, ils s'en prennent violemment à tous les partis révisionnistes européens taxés « d'eurocommunistes » qu'ils ne trouvent pas assez dociles à leur baguette. Ainsi, Vadim Zagladine, responsable des relations internationales du Comité central soviétique vient de déclarer qu'il s'agissait d'une idéologie « largement répandue dans la propagande impérialiste ».

Face à cela, le bureau politique du PCF a certes tenu à insister sur la diversité des « voies pour aller au socialisme » et revendiquer « liberté et démocratie » ainsi que le droit de se prononcer sur « tout ce qui est de nature à porter tort au socialisme en URSS ». Mais est-ce suffisant quand il se déclare dans le même temps partisan de « solidarité internationaliste », de « coopération » avec l'URSS et approuve le rôle qu'elle joue « en faveur du désarmement, de la paix et de la coopération ». De nombreux militants du PCF et de nombreux travailleurs penseront, nous en sommes sûrs, qu'il s'agit là d'une position mi-chèvre, mi-chou en fait favorable à l'URSS et qu'une attitude plus ferme est indispensable si l'on veut pouvoir résister aux appétits hégémoniques de l'URSS.

Jean QUERCY

«Rien ne va plus» ... pour Médecin Fraton, un des fidèles du maire de Nice a voulu faire main basse sur un casino à coup de manœuvres douteuses. Il vient d'être inculpé.



«RIEN ne va plus » ou presque pour le maire de Nice, le Médecin malade de la pègre. Un des ses fidèles, Fraton, l'homme sur lequel il se reposait pour faire de Nice « Le Las Vegas européen » vient d'être inculpé. Grief : infraction à la législation sur les sociétés et vente de votes. Faire de Nice le centre européen des jeux d'argent était la grande idée d'un maître Jacques un tantinet mégalomane, qui voulait par là redorer son blason terni, y compris auprès des politiciens de la majorité en place. Ce nouvel échec peut lui coûter cher.

Voir article page 3

Les premiers assassinats du gouvernement militaire iranien

DIX personnes ont été tuées par l'armée hier à Téhéran et cinq personnes à Hamadan. Ce sont les premiers actes de ce gouvernement militaire mis en place lundi.

Puis ont suivi les arrestations de personnalités accusées de corruption dont l'ancien chef de la Savak, la police politique.

L'image de Téhéran en ce début de semaine est celle d'une ville occupée, quadrillée par l'armée. Pas un carrefour sans blindés qui rôdent dans toute la ville à l'affût d'attroupement rassemblant plus de trois personnes. Malgré cela, des voix ont osé s'élever contre cette occupation. Alors, l'armée tire à vue, c'est son « droit », l'ordre lui a été donné par le Shah et le gouvernement militaire. En province, les mêmes événements se produisent un peu partout.

Mais l'armée a un autre rôle : à celui du maintien de l'ordre dans la rue, s'ajoute celui de l'ordre à faire régner dans le domaine économique et social

autrement dit, à contraindre les grévistes à reprendre le travail. Elle rencontre une forte résistance. La grève à Iran-Air se poursuit contrairement à ce qu'a affirmé le gouvernement.

Mais surtout, les ouvriers des raffineries n'ont pas repris le travail malgré l'occupation militaire dans toutes les zones d'exploitation pétrolière.

Mardi, aucun journal n'est paru : les journalistes exigent la levée de la censure instituée par le gouvernement militaire et la libération de cinq journalistes arrêtés lundi.

Le mois dernier, ils ont fait grève pendant deux jours (c'était la première fois que cela se produisait) contre la censure et avaient obtenu gain de cause. Refusant la remise en cause de cet acquis, ils sont repartis en grève.

Cette grève est importante, elle montre ainsi que les journalistes refusent de se faire le porte-parole du gouvernement et réclament le droit à une information plus réelle, ce qui n'est pas sans grande répercussion dans le pays.

Douze personnalités dont d'anciens ministres ont été arrêtées accusées de corruption. Cette mesure est une manœuvre du Shah destinée à montrer qu'il avait compris le sens « révolutionnaire » de manifestations. Depuis déjà très longtemps l'opposition avait réclamé que la justice se préoccupe de ces hauts personnages plus particulièrement trempés dans la corruption. Parmi ces douze individus figure Homayoun, un ancien ministre de l'Information qui avait fait publier dans la presse une lettre attaquant très violemment Khomeiny, cette lettre avait provoqué les premières grandes manifestations.

L'ancien chef de la SAVAK, aujourd'hui à la retraite, a lui aussi été arrêté. Il a son acquis des milliers d'arrestations, la pratique systématique de la torture. D'autres personnalités ont été arrêtées pour malversation des fonds publics.

Le Shah essaie donc de se débarrasser dans son entourage des têtes les plus gênantes, les plus détestées. Il avait déjà fait ce

type de concessions depuis trois mois mais apparemment ça n'a pas beaucoup calmé les esprits. Que représente cette concession en rapport avec toute l'exploitation et l'oppression dont sont victimes les gens du peuple ? Peu de chose. C'est en tout cas l'avis des Iraniens qui poursuivent toujours la même voie, la lutte sans compromis contre la dictature du Shah, qu'elle ait une forme civile ou militaire.

Evelyne LE GUEN

Rétablir les relations diplomatiques avec le Kampuchea (Cambodge)

Voir article page 4

Asie du Sud-Est

Le Vietnam s'enlise dans son borbier

AL'HEURE où le Vietnam et l'URSS viennent de signer un traité indiquant que « au cas où l'une des parties ferait l'objet d'une attaque », l'autre lui viendrait en aide, il n'est pas inutile de signaler que la radio kampuchéenne vient de donner des informations très précises sur des incursions répétées de troupes vietnamiennes en territoire du Kampuchea, ces derniers jours.

Face à l'agression, le Kampuchea bénéficie du sou-

tien sans faille de la Chine qui vient de le rappeler par le biais de sa délégation actuellement en visite à Phnom-Penh. De plus, certains pays de la région qui s'inquiètent des conséquences de cette agression font preuve de clairvoyance et se rapprochent de la Chine. Enfin la vérité éclate sur le harcèlement continu que le Vietnam fait subir à la Chine, tout en l'accusant d'être l'agresseur.

Autant de choses qui montrent dans quel borbier le Vietnam est en train de s'enliser.

Grève générale des fonctionnaires italiens

Le PCI soutient le gouvernement

ALORS que l'ensemble des personnels hospitaliers sont dans leur 4^e semaine de grève pour un salaire décent (voir HR du 4 novembre), c'est l'ensemble du secteur public qui s'est mis en grève mardi pour exiger un rattrapage de leur salaire par rapport à la hausse des prix et un alignement minimum sur les augmentations de salaire du secteur privé. Compte tenu de l'inflation, le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur public (hôpitaux, postes, chemin de fer, administration...) a en effet baissé de 3,6 % cette année en Italie.

Cette grève survient moins de huit jours après le vote au Parlement italien d'un texte gouvernemental faisant repécifier par les députés que le gouvernement avait raison de ne pas céder aux revendications des fonctionnaires « afin de ne pas compromettre le budget de l'Etat ». Ce texte avait en particulier été voté par le député du PCI, ce qui leur avait valu les remerciements du président du conseil italien Andreotti. « Si le PCI ne nous avait pas donné un coup de main, avait-il dit en substance, nous étions très mal embarqués ».

Cette grève qui commence aujourd'hui, et qui concerne plusieurs centaines de milliers de travailleurs se trouve donc, et de fait, directement dirigée contre le gouvernement démocrate chrétien et contre le PCI, qui soutient en tout point sa politique.

Les slogans criés lors des dernières manifestations d'hospitaliers ne laissent d'ailleurs aucun doute à ce sujet.

A propos de la soi-disant agression contre le Vietnam Toutes les victimes sont chinoises...

UNE nouvelle fois la preuve est faite que le mensonge ne paie pas : alors que Radio-Hanoi avait annoncé la semaine dernière que d'importantes troupes chinoises auraient pénétré en territoire vietnamien, provoquant des incidents sanglants deux témoins de sources différentes viennent réfuter cette version des faits.

Il s'agit d'abord du reportage de journalistes étrangers en poste au Vietnam (dont le correspondant de l'AFP). Alors que la partie vietnamienne prétend que « d'importants combats » se sont déroulés « sur le sol vietnamien », puis-que des troupes chinoises auraient « envahi » le territoire du Vietnam, le correspondant de l'AFP, qui a pu visiter les lieux, indique qu'il n'y a aucune trace de combat. Drôle d'invasion que celle qui ne laisse pas de trace...

Plus révélateur encore : alors que les troupes chinoises ont été présentées par la partie vietnamienne comme « les agresseurs », les journalistes étrangers signalent qu'ils ont bien vu des cadavres... mais il s'agit des cadavres de six civils chinois. Drôle d'agression que celle qui ne fait pas de victime chez le pays « agressé », mais en fait parmi les civils du pays soi-disant « agresseur »...

L'autre source qui concorde d'ailleurs avec le re-

portage des journalistes, est celle présentée par les Chinois : alors que des paysans et des miliciens chinois de la commune populaire de Hujun étaient en train d'enlever des barricades et des pointes de bambou illégalement installées par les Vietnamiens sur le sol chinois, plus de 60 membres de la sécurité et de la milice vietnamienne ont pénétré en Chine et commençaient à tirer (ce qui explique qu'il n'y ait pas de trace de combat en territoire vietnamien).

Pour empêcher l'incident de s'aggraver, les Chinois ont fait preuve de retenue, ils n'ont tiré aucun coup de fusil et pris l'initiative de se

retirer (ce qui explique qu'il n'y ait aucune victime vietnamienne). Par contre, les miliciens vietnamiens ont blessé douze chinois et kidnappé huit autres. Sur ces huit, six ont été abattus froidement. (Ces morts sont d'ailleurs confirmés par les journalistes étrangers résidant au Vietnam, qui ont pu voir les cadavres des Chinois).

En ne ripostant pas à l'attaque vietnamienne, la partie chinoise fait vraiment preuve de beaucoup de patience. Cela permet aussi à la vérité d'éclater au grand jour et de convaincre de façon plus probante l'opinion internationale.

Claude LIRIA.



Cette brochure est toujours disponible : Prix 5 F
 Passez vos commandes à l'ordre de
 APN-Éditions - BP 279 75 866 Paris Cedex 18

Accueil exceptionnel pour Teng Siao-ping à Bangkok

«La Thaïlande n'a rien à craindre de la Chine»

QUE la Chine soit un obstacle important aux objectifs de domination de l'URSS, relayée par le Vietnam, en Asie du Sud-Est est une réalité qui s'impose de plus en plus aux pays de cette région. C'est d'ailleurs ce qui explique le franc succès de la visite de Teng Siao-ping en Thaïlande.

Alors que Russes et Vietnamiens s'étaient succédés à Bangkok pour faire les yeux doux au gouvernement thaïlandais, sans d'ailleurs obtenir le soutien escompté, le vice-premier ministre chinois reçoit, lui, un accueil très significatif. Inquiets de l'appétit d'expansion qui dévore le Vietnam, et surtout inquiets des objectifs de domination qui se cachent derrière le soutien considérable de Moscou à Hanoi, les pays asiatiques se rapprochent de la Chine qui mène une lutte inlassable contre l'hégémonisme.

Comme l'indique le journal Bangkok Post : « La Thaïlande n'a rien à craindre de la Chine mais tout à craindre d'une escalade des hostilités sur le pas de sa porte. Il est souhaitable que la Chine soit plus active pour s'opposer à l'hégémonie dans cette région. »

MAINTENIR LA PAIX

En déclarant à Teng Siao-ping, juste quelques jours après la signature du traité d'agression soviéto-vietnamien : « Je suis certain que les relations d'amitié en croissance constante entre nos deux pays (Chine et Thaïlande) contribueront grandement au main-

tien de la paix, de la stabilité et du progrès dans cette région », le premier ministre thaïlandais ne se contente pas d'une formule de politesse envers la Chine ; c'est que le gouvernement thaïlandais est réellement préoccupé par l'offensive soviéto-vietnamienne (après le Kampuchea, pourquoi pas la Thaïlande ?) et voit dans la politique chinoise la défense de l'indépendance des pays souverains et de la paix. C'est d'ailleurs ce qu'a exprimé Teng Siao-ping dans son allocution :

« Un nouveau développement digne d'intérêt est que les hégémonistes ont intensifié leur expansion en Asie du Sud-Est. Il est tout naturel que certains hommes politiques et des personnalités perspicaces d'Asie et d'Asie du Sud-Est aient jugé le changement de situation sous son vrai jour, se méfient des tentatives des hégémonistes de mettre la main sur l'Asie du Sud-Est et prennent des mesures positives pour y faire face. »

L'une de ces mesures très concrètes, c'est, par exemple, l'accord que la Thaïlande vient de conclure aux avions chinois de survoler son territoire pour assurer la liaison hebdomadaire Chine-Kampuchea, alors qu'auparavant, les avions chinois devaient survoler le Vietnam et le Laos. C'est, de manière indirecte, un soutien très clair de la Thaïlande à la lutte que mène le Kampuchea (Cambodge) pour défendre son indépendance. Plus le temps passe, plus les hégémonistes se déchaîneront et plus les pays et les peuples s'uniront contre l'hégémonisme.

C. L.

Le non des Autrichiens à la centrale nucléaire

LE gouvernement autrichien avait organisé un référendum sur la construction d'une centrale nucléaire à Zwentendorf, à une cinquantaine de kilomètres de Vienne. 50,5 % des électeurs se sont prononcés contre. L'événement fera date et est lourd de conséquences.

C'est la première fois qu'un référendum a lieu en Autriche depuis quarante ans - le précédent avait porté sur la question de l'annexion de

l'Autriche à l'Allemagne nazie. Les socialistes au pouvoir faisaient campagne pour le oui, l'opposition - le Parti du peuple - pour le non.

Mais, par-delà les rivalités politiques, le peuple était légitimement inquiet pour sa sécurité. On remarquait notamment que Zwentendorf se situe près d'une ligne de tremblement de terre et près de la capitale de l'Autriche.

En plus, les gens ont été inquiets d'une prolifération de centrales nucléaires autour d'eux. Ainsi, dans un rayon de 450 km autour de Salzbourg, ce sont vingt-deux centrales qui sont construites ou en projet - alors que les conditions de sécu-

rité sont loin d'être maîtrisées.

La Ligue communiste d'Autriche (KBO) - avec laquelle le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) a récemment signé une déclaration conjointe - avait fait fermement campagne pour le non.

Pour le gouvernement, c'est un échec retentissant, surtout que le chancelier Kreisky avait engagé son autorité personnelle dans l'affaire. Mais le verdict populaire a tranché.

L'opposition, même si elle a soutenu le non, s'est vue opposer également un démenti. N'était-ce pas elle qui, quand elle était au pouvoir, avait approuvé les plans de la centrale en 1970 ?



Le chancelier Kreisky après l'annonce du non des Autrichiens.

Et maintenant, les politiciens bourgeois s'entendent tout naturellement pour faire payer au peuple le prix de cette centrale - la bagatelle de 2,7 milliards de francs.

Tatchaï à l'honneur sur la scène internationale

Les prix internationaux du journalisme agricole ont été décernés la semaine dernière à Rome à sept personnalités pour leur contribution remarquable au développement de l'agriculture. Parmi les lauréats, on note le président du Fonds international pour le développement agricole, un prix Nobel, le cinéaste Ermanno Olmi, producteur d'un film *L'arbre aux sabots* et Tchen Yong-kouei, secrétaire politique de la brigade de Tatchaï et membre du Bureau politique du Parti communiste chinois.

L'attribution de cette récompense à Tchen Yong-kouei indique clairement l'importance que revêt aux yeux du jury l'exemple de Tatchaï non seulement pour la Chine mais aussi pour le développement de l'agriculture dans les pays du tiers monde.

DANS L'ACTUALITE

Budget de la défense

La bourgeoisie renforce son armée

LE budget de la « défense » pour 1979 a été discuté mardi par l'Assemblée nationale. Avec 77 milliards de francs, c'est le budget le plus élevé de ces dernières années. Il s'inscrit dans le cadre de l'orientation adoptée pour six ans, en 1976, et qui prévoit de doubler d'ici 1982 le montant du budget de l'armée et, donc, de renforcer très notablement le principal appareil de répression de la bourgeoisie. En même temps, cette orientation accroît sensiblement les moyens de résistance de la bourgeoisie face aux ambitions de l'URSS qui concentre ses troupes aux frontières de l'Allemagne de l'Ouest et veut faire tomber l'Europe dans sa zone d'influence.

En juin, l'Assemblée adoptait une loi de programmation qui établissait un plan pour faire passer les crédits de la défense de 17% de l'ensemble du budget en 1976 à 20% en 1983. Au cours de ces six années, sur lesquelles s'étale la réalisation de ce plan, le budget de la défense devrait doubler pour arriver, en 1982, à 115 milliards de francs.

Pour l'année 1979, le montant du budget de la défense s'établit à 77 milliards de francs et est en augmentation de 14% sur celui de 1978. Ceci est

conforme au plan de 1976 (tout comme l'avait été le budget de 1978).

La politique du pouvoir rompt avec la diminution relative du budget observée après 1968 et jusqu'à 1975 où il ne représentait plus que 16,8% du budget total, après avoir représenté plus de 20% durant les années 1960.

La bourgeoisie renforce donc notablement son appareil d'Etat dont l'armée est l'élément principal.

Le renforcement de l'armée s'applique en particu-

lier aux forces classiques qui avaient été quelque peu négligées dans les dernières années de la présidence de De Gaulle au profit du développement de l'arme atomique. Un des objectifs de la politique de Giscard est le retour à un équilibre entre les forces conventionnelles et les forces nucléaires. Ces dernières années, Giscard s'est employé à donner la priorité au développement des forces conventionnelles. Cela avait provoqué une opposition des gaullistes qui l'accusaient de diminuer l'importance de l'armement nucléaire.

Le renforcement de l'appareil militaire en général et des forces conventionnelles en particulier est tout à la fois le signe que la bourgeoisie est de plus en plus consciente de la menace soviétique et qu'elle s'y prépare, mais que ce renforcement répond, aussi et surtout, à des fins antipopulaires. Si les forces nucléaires ne peuvent pas être utilisées contre le peuple, par contre les forces conventionnelles, elles, peuvent parfaitement l'être. Leur renforcement va donc dans ce sens. D'autre part, les interventions néo-coloniales, comme celles du Tchad, du Sahara occidental, mobilisent aussi les forces conventionnelles. Et le développement de ces armes va aussi dans le sens des interventions contre certains peuples comme cela a été le cas, ces dernières années, au Tchad et au Sahara occidental. C'est que l'armée est principalement une force de répression contre-révolutionnaire.

UNE ARMÉE PLUS SURE POUR LA BOURGEOISIE

La loi de 1976 prévoit une réduction du nombre des appelés de 30 000 durant ces six années, tandis que l'effectif des cadres est maintenu.

Les appelés sont de plus en plus, d'autre part, confinés dans des tâches de main-d'œuvre et sont écartés de toute responsabilité et ne reçoivent qu'une instruction militaire rudimentaire. D'un autre côté, l'accroissement des crédits affectés à l'armée sera utilisé à moderniser celle-ci (plus de 600 chars ultra-perfectionnés, plus de 50 000 nouveaux fusils de guerre, etc.).

Les manœuvres et les entraînements vont être intensifiés. La bourgeoisie s'oriente donc vers une armée plus efficace et opérationnelle et davantage capable de mener à bien des tâches répressives et de se livrer à des expéditions coloniales ou néo-coloniales.

Pour autant, le danger que constitue l'URSS n'est pas oublié. Outre le renforcement de l'armée conventionnelle, cela se traduit, pour 1979, par le fait qu'un tiers des crédits d'équipement iront aux forces nucléaires et surtout à la construction de deux sous-marins nucléaires.

Henri MAZEREAU

Rien ne va plus pour Medecin

Fratoni, un des fidèles du maire de Nice, a voulu faire main basse à coup de manoeuvres douteuses sur un casino. Il vient d'être inculpé

JEAN-DOMINIQUE Fratoni, c'est beaucoup de choses dans certains milieux niçois. C'est tout d'abord l'ami intime de Jacques Médecin, maire giscardien et ministre au Tourisme en son temps. C'est aussi l'homme qui s'était donné l'objectif de réaliser les plans de Médecin : faire de Nice un Las Vegas européen. Cela passait par une OPA lancée sur les casinos et salles de jeux. Cela passait aussi par certaines opérations douteuses. Fratoni vient d'être inculpé.

Ce n'est pas la première fois que l'on entend parler de ce Fratoni, de ses liens possibles avec la mafia et de son amitié avec le maire de Nice, le Médecin malade de la pègre.

LE PALAIS DE LA MEDITERRANEE

Le Palais de la Méditerranée sera la première cible. Vieux concurrent du Ruhl, il est dirigé par Renée Le Roux, qui réunit 50% des actions. Fratoni veut se glisser dans le Palais de la Méditerranée et en prendre le contrôle. Il se servira de la fille de Renée Le Roux, Agnès.

Un nommé Jean-Maurice Agnelet s'introduit dans la vie d'Agnès. Au bout de quelque temps de relations privées, il propose à Agnès de rencontrer Fratoni, de lui vendre sa part dans l'administration du casino le Palais de la Méditerranée et de suivre les conseils de vote de la société. Marché conclu pour trois millions. Mais illégal.

C'est pour cet acte que Fratoni a été inculpé devant le juge d'instruction pour infraction à la législation sur les sociétés et vente de votes.

IL RESTE UN POINT

Il reste toutefois un point obscur (au moins un...) dans toute cette affaire. L'Agnès en question, qui a permis la tractation contre le Palais de la Méditerranée et a vendu ses parts, a disparu sans avoir touché son argent.

Une partie de la somme a

Suisse (comme de bien entendu). Mais une partie seulement. Et que la jeune femme n'a pas touché. C'est l'avocat Agnelet (un agnelet qui n'est pas si blanc que cela, si vous permettez le jeu de mot...) qui en assure un prétendu séquestre. « J'ai été trompée financièrement et sentimentalement » dira-t-elle quand elle apprendra qu'en plus, Agnelet est retourné, une fois l'opération achevée, chez sa femme, vivre avec ses enfants. Là-dessus, elle disparaît. Suicide ? On parle plutôt de crime, d'assassinat. Mais aucune preuve pour l'instant.

Toutefois Agnelet est lui aussi inculpé, au même titre que son boss Fratoni, mais comme complice seulement. L'un comme l'autre risquent une peine de 1 à 5 ans de prison et une amende de 2 000 à 4 000 F ou l'une de ses deux peines seulement.

Quant à Médecin, le haut protecteur politique de la mafia financière niçoise, le père spirituel et politique du « Nice-Las Vegas européen », c'est un nouveau discrédit sur celui qui avait déjà été largement compromis lors de l'affaire de la casse de Nice organisé par Spaggiari (toujours en liberté d'ailleurs après son évasion rocambolesque) et quelques scandales immobiliers. Médecin, le notable local de la majorité, a beaucoup d'ennemis dans son propre milieu. Il en fait de trop, trop visiblement. La majorité préférerait sans doute que le maire de Nice se montre moins avec la mafia et soigne mieux son image de marque... ou qu'il démissionne. Médecin s'accroche encore. Mais l'inculpation de Fratoni peut bien sonner le glas de son riche protecteur politique.

Philippe LECLERC

L'armée, un appareil de répression du peuple

A quoi sert l'armée ? Nous l'avons vu ces dernières semaines servir à briser la grève des éboueurs. Quand les aiguilleurs du ciel se mettent en grève, elle est aussi un instrument pour briser leur lutte. Au cours du service militaire, l'appelé subit de multiples brimades. Il y reçoit une instruction souvent raciste, anticomuniste. Ces faits montrent que l'armée a une vocation antipopulaire.

En brisant les grèves, elle protège les profits des patrons et combat la classe ouvrière. Le rôle antipopulaire se transforme en rôle contre-révolutionnaire dans certaines périodes où la lutte du peuple prend de l'ampleur.

Aujourd'hui en Iran, l'armée est le dernier rempart qui maintient le Shah au pouvoir. Il y a quelques années au Chili, c'est l'armée qui par un coup d'Etat sauvait les intérêts américains. C'est aussi l'armée qui combattait avec une cruauté odieuse le peuple algérien qui luttait pour son indépendance. Au Tchad, au Sahara occidental, c'est l'armée française qui lutte contre l'indépendance de ces pays.

L'armée n'est donc pas au-dessus des classes. Elle est pour la bourgeoisie un moyen de répression de violence contre le peuple en France ou dans d'autres pays, un moyen qui lui sert à conserver son pouvoir et ses intérêts impérialistes.

Logirep - Chelles

Une dizaine de familles sont passées lundi 6 novembre devant le tribunal d'instance de Lagny suite à leur grève des loyers qu'ils font maintenant depuis deux ans. Le jugement sera rendu le 4 décembre 1978.

Lutte des foyers Sonacotra

Les résidents des foyers Sonacotra de Champigny et Plessis passeront au tribunal de grande instance de Créteil le jeudi 9 novembre à 14 heures.

Centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis

Six écologistes de la Rochelle vont passer au tribunal, à Bordeaux, le 9 novembre, pour avoir pris les documents de l'enquête d'utilité publique concernant l'emplacement de la centrale nucléaire de Braud-Saint-Louis. Ils avaient voulu, par ce geste, protester contre l'hypocrisie de ces enquêtes solidisant démocratiques qui constituent, en fait, une préparation à l'implantation de centrales. 101 personnes ont déjà déclaré, en guise de soutien, qu'elles détenaient ces mêmes documents et appellent à se rendre avec elles au tribunal.

Au Jour
Le Jour



« l'Humanité » en flagrant délit

QUAND la vérité dérange le PCF, il s'arrange généralement pour la rendre présentable d'une manière ou d'une autre. Il peut pour cela « présenter » les faits à sa manière, il peut aussi « oublier » de parler de ce qui le dérange. Ainsi, en ce moment, l'Humanité ne doit pas être au courant que plusieurs centaines de fonctionnaires italiens sont en grève contre la politique du gouvernement et du PCI.

Il faut vraiment que

destiné à allier le travail au capital.
Le parti officiel (UCD) de Monsieur Adolfo Suarez, est pour. Le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier (PSOE) n'est pas contre. Le syndicat d'inspiration socialiste UGT, non plus. Sont résolument hostiles, les communistes et les commissions ouvrières. Pas de chèque en blanc à l'exploitation (...).

Ceci est un mensonge flagrant... Le pacte social dont parle l'Humanité, nous avons déjà eu l'occa-

PCE-NDLR), s'étaient mis d'accord sur un programme de redressement économique. On peut y lire également que le PCE est d'accord pour une limitation des salaires à 22 % d'augmentation, « l'inflation devant passer de 22 à 30 % ».

Or, que s'est-il passé en réalité ? Le PCE a effectivement signé et soutenu tout le temps cet accord, il le soutient d'ailleurs toujours. Les commissions ouvrières, le syndicat contrôlé par le PCE, lui ont



Manifestation des travailleurs espagnols contre le Pacte de la Moncloa, pacte signé par le Parti gouvernemental, le Parti socialiste et aussi le Parti communiste, chose que l'Humanité veut faire oublier.

l'Humanité ait été très gênée par la politique de collaboration de classe que mène le Parti communiste espagnol. En effet à son sujet, elle n'arrive même pas à arranger la sauce. Elle ment tout simplement et ce, de la manière la plus éhontée.

Dans un article de la page 7 de l'Humanité du 30 octobre dernier, on peut lire en effet dans un article consacré à l'Espagne et intitulé « Entre l'épée et le mur » : « Une année sombre, des chômeurs par centaines de milliers, un patronat divisé. Une partie misant sur le chaos et refusant tout investissement. Jouant la carte du pire (ou des meilleurs selon elle). Une autre donnant sa caution à un pacte social, une sorte de ménage à trois : gouvernement-patron-syndicats,

sion d'en parler souvent. Il s'appelle en Espagne « Pacte de Moncloa » du nom du Palais où il a été signé le 11 octobre 1977 entre Suarez, le premier ministre, le PSOE (comme le dit à juste titre l'Humanité) et ... le PCE. En effet, le PCE est tout à fait officiellement partie prenante et à part entière de cet accord honteux de collaboration de classe qui a permis au patronat espagnol de réduire de 8 % les salaires des ouvriers cette année.

Et l'Humanité le sait très bien. A preuve cet extrait de l'Humanité en date du 11 octobre 1977 que nous reproduisons ci-contre. On peut y lire que le gouvernement Suarez et tous les partis politiques espagnols représentés aux Cortes (dont le

emboîté le pas et les salaires, avec sa bénédiction, ont effectivement été limités à 22 % d'augmentation. Et pendant ce temps, l'inflation s'est maintenue à 30 %. Des centaines de milliers de travailleurs espagnols, en particulier à l'appel du Syndicat unitaire et de l'ORT ont manifesté dans toute l'Espagne contre cet accord, mais cela, l'Humanité n'a pas dû le savoir non plus puisqu'elle n'en a pas parlé.

Serge FOREST.

Rétablir les relations diplomatiques avec le Kampuchea (Cambodge)

LE traité soviéto-vietnamien a été, dans l'ensemble, commenté par la presse française comme un accord dirigé contre la Chine. Les commentateurs notent justement qu'après l'intégration au Comécon en juin, ce traité militaire fait jouer encore plus au Vietnam le rôle de poste avancé de l'URSS en Asie. Dès lors, quelles conséquences faudrait-il tirer d'une telle analyse ?

Déjà la politique expansionniste du Vietnam se manifeste depuis de long mois à travers l'agression contre le Kampuchea démocratique (Cambodge). Actuellement les dirigeants de Hanoï ne prennent même plus la peine de dissimuler leur ambition de mettre la main sur le Kampuchea et cela beaucoup de gens le voient.

Mais s'agit-il là d'un simple conflit local ? S'agit-il, comme le suggère-t-il n'y a pas si longtemps certains commentateurs d'une querelle fratricide entre États voisins ? Assurément non.

Derrière l'expansionnisme vietnamien se profilent, chaque jour plus nettes, les ambitions hégémoniques de l'URSS. Cette menace est largement perçue par les pays du Sud-est asiatique comme la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie pour eux, la défense de l'indépendance passe de plus en plus clairement par la sauvegarde de celle du Kampuchea.

En effet, si le Kampuchea tombait, ce serait un

tragique pas en avant de l'URSS vers une mainmise sur l'Asie, vers un contrôle des positions stratégiques qui commandent les routes maritimes entre l'océan Indien et le Pacifique. Ainsi le Kampuchea démocratique constitue un obstacle sérieux aux visées hégémoniques de l'URSS dans la région.

Du même coup, la sauvegarde de l'indépendance du Kampuchea est décisive non seulement pour le peuple kampuchéen lui-même, non seulement pour les peuples et pays d'Asie, mais également pour tous ceux qui sont menacés par les ambitions d'hégémonie planétaire de Moscou, pour tous les peuples et pays attachés à la paix.

Dans ce sens le rétablissement de relations diplomatiques entre la France et le Kampuchea, pour lequel nous militons, constituerait un soutien direct à la cause de l'indépendance, contribuerait à mettre en échec l'agression soviéto-vietnamienne.

Il y a un peu plus de trois ans, quand le peuple kampuchéen livrait l'ultime combat contre l'agresseur US, le gouvernement français fit le mauvais choix en apportant son soutien diplomatique jusqu'au bout aux forces d'agression et à leur fantoche Lon Nol.

En 1978, à nouveau, il faut choisir son camp : du côté de l'agression ou du côté de l'indépendance.

Giscard d'Estaing se flatte souvent du fait que la France ait une diplomatie souveraine. En effet, celle-ci fut l'être et avec clairvoyance quand par exemple en 1964 elle noua des relations diplomatiques avec la Chine. C'est certainement cette inspiration-là qu'il faut conserver aujourd'hui.

Rester neutre et passif aujourd'hui devant les appétits soviétiques en Asie ce ne serait pas écarter le danger vers l'Est comme certains peuvent le rêver, ce serait au contraire le rendre plus menaçant. Cela l'histoire l'a déjà montré il y a 40 ans : la diplomatie munichoise du gouvernement français d'alors, pétrie d'anticommunisme et de mauvais calcul, est restée comme un modèle de lâcheté devant les forces d'agression, une diplomatie criminelle et finalement désastreuse.

P.M.

● L'HUMANITÉ — MARDI 11 OCTOBRE 1977

ESPAGNE

Important accord gouvernement-opposition

Le gouvernement Suarez et sous les partis politiques espagnols représentés aux Cortes se sont mis d'accord dimanche soir sur un programme de redressement économique considéré comme un jalon important dans l'évolution économique et politique du pays.

Le protocole d'accord sera complété, détaillé, pendant dix jours, et soumis à l'approbation des syndicats, du patronat, et des Cortes.

Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, a déclaré qu'« un pas important a été franchi pour instaurer dans notre pays un climat de confiance ».

Le protocole d'accord prévoit que les salaires seront indexés sur le taux d'inflation qui devrait passer l'année prochaine de trente à vingt-deux pour cent.

Le gouvernement Suarez s'engage à aider les petites et moyennes entreprises, à débiter 60 milliards de pesetas pour le fonds d'assurance chômage de 1978, à promouvoir une révision des lois agricoles, un code des droits des travailleurs dans l'entreprise, une gestion rigoureuse de la Sécurité sociale, un contrôle strict des dépenses d'Etat, une fiscalité plus rigoureuse sur les couches privilégiées, la lutte contre la spéculation foncière.

Jeu 13 octobre, une nouvelle rencontre gouvernement-opposition doit porter sur les problèmes soulevés par l'autonomie des régions, la démocratisation de l'information, l'ordre public, la réforme du code pénal, la suppression de la législation franquiste qui freine le progrès de la démocratie.

Les luttes

A Usinor-Denaïn, un mouvement de débrayages, convoqué par les syndicats CGT et CFDT, semble avoir été assez largement suivi, preuve de la volonté de lutte des travailleurs pour la défense de l'emploi dans la sidérurgie. Mais les ouvriers de l'acier sont de plus en plus convaincus, par ailleurs, que de telles actions ne suffisent pas.

A Cherbourg, la Socoval Dormeuil est en grève pour s'opposer aux 112 licenciements (sur 540 ouvriers) prévus par la direction. Une fois de plus la réaction du gouvernement ne s'est pas fait attendre : 250 CRS sont intervenus contre les ouvriers textiles et ont fait évacuer les lieux que les grévistes occupaient après avoir séquestré leur patron, il y a quelques jours.

En Alsace, la grève tournante se poursuit dans les mines de potasse. Les 6 400 mineurs réclament une amélioration de leur pouvoir d'achat et une augmentation de la prime de chauffage, analogue à celle des Charbonnages de France.

Les routiers manifestent sur l'ensemble du pays leur mécontentement. Les syndicats CGT et CFDT ont lancé un appel à une semaine d'action nationale des chauffeurs routiers. Le 9 novembre, les chauffeurs seront devant l'assemblée lors du vote du budget des Transport. Il se battent pour leurs conditions de travail qui n'ont pas cessé de se dégrader : horaires et compétitivité accrues, système de primes poussant aux gros horaires de travail, camions de plus en plus énormes, etc.

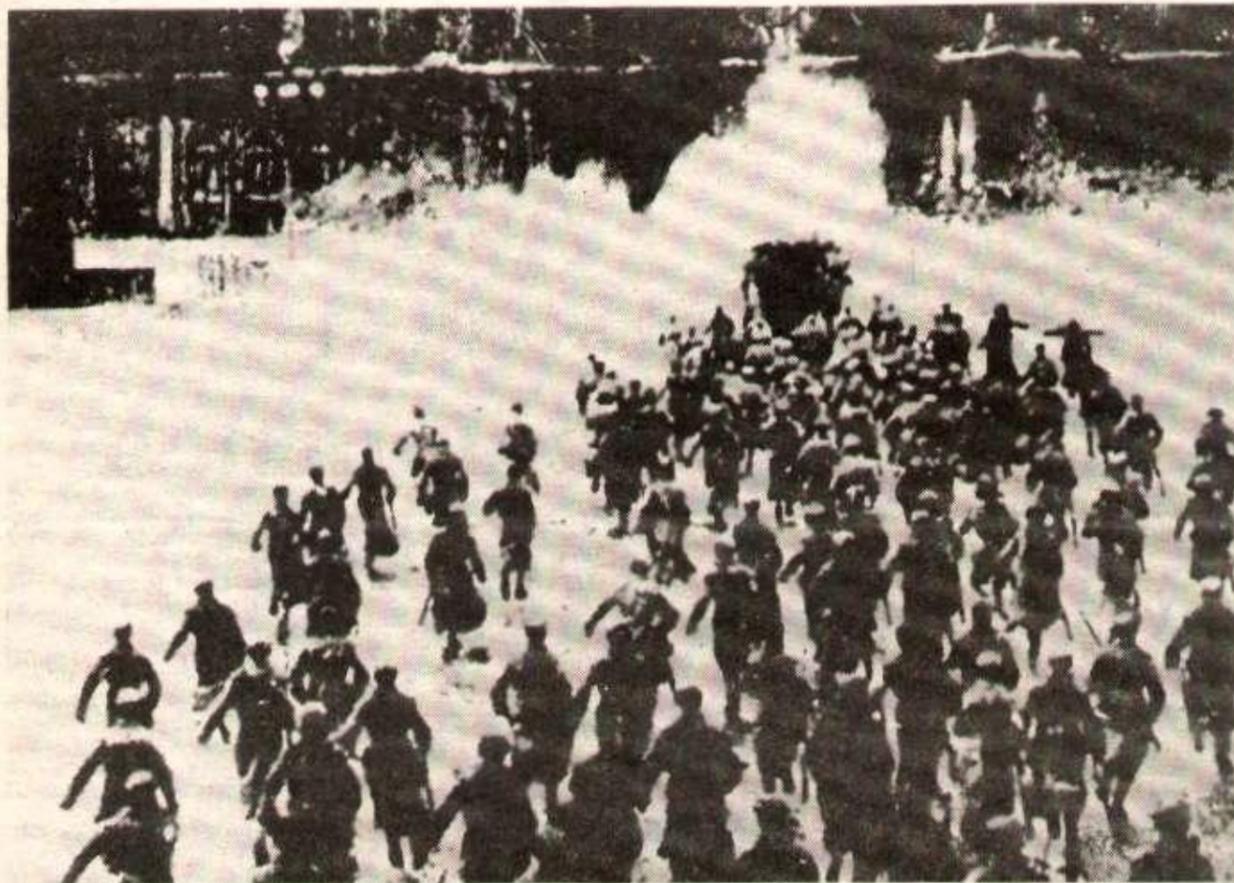
27 paysans du Larzac marchent sur Paris

A la veille de leur marche sur Paris, 27 paysans du Larzac viennent de recevoir par lettre recommandée une ordonnance d'expropriation sur les communes de la Roque Sainte-Marguerite et de la Cavalerie.

Les paysans du Larzac marcheront sur Paris le 8 novembre au 2 décembre. Les diverses étapes de cette marche sont :

Le 8 novembre, départ de la Blaquière à la Bergerie construite récemment et ils se rendront à Aguessac ; le 9 à Seysserac ; le 10 à Laissac ; le 11 à Rodez ; le 12 à Espalion ; le 13 à Laguille ; le 14 à Chaudes-Aigues ; le 15 à St-Flour ; le 16 à Massiac ; le 17 à Issoire ; le 18 à Clermont-Ferrand ; le 19 à Ganins ; le 20 à St-Pourcins ; le 21 à Moulins ; le 22 à St-Pierre le Moutiers ; le 23 à Nevers ; le 24 à la Charité ; le 25 à Cosne ; le 26 à Briare ; le 27 à Montargis ; le 28 à Nemours ; le 29 à Melun ; l'itinéraire de Melun à Paris n'est pas encore fixé. Le 2 décembre, jour d'arrivée à Paris, une fête se déroulera à la faculté de Vincennes. Divers dépôts se tracts et d'affiches se trouveront dans toute la France.

A Clermont-Ferrand à l'ancien lycée Blaise-Pascal, 3 avenue du Maréchal Joffre. A Lille, 51 rue Gand. A Lyon, 68 rue Mercière. A Orléans, 51 rue du Illier. A Paris, 14 rue de Nanteuil, téléphone : 531-43-38. A Pau, comité Larzac, centre recherche et recherche, avenue de Saragosse. Pour Marseille, Laval et Toulouse, voir les comités Larzac.



La prise du Palais d'hiver. (Photo archives HR)

La révolution d'Octobre un évènement de portée mondiale

LORSQU'en 1917 se produit la première révolution socialiste victorieuse de l'histoire de l'humanité, quand pour la première fois le prolétariat d'un pays capitaliste et impérialiste renverse ses exploiters et prend, avec le pouvoir sa propre destinée en main, l'impérialisme est au niveau mondial à son apogée. Quelques années auparavant, les puissances impérialistes de l'époque, alors principalement les grands pays de l'Europe de l'Ouest ont fini de se partager le monde. Le temps est venu pour eux de se livrer une lutte acharnée pour son repartage afin d'étendre toujours plus loin leur influence. Cette lutte dure toujours aujourd'hui alors que les acteurs principaux ont changé et que les deux superpuissances ont remplacé les pays d'Europe occidentale dans la rivalité pour la domination impérialiste.

En même temps que la première émancipation d'un prolétariat, la Révolution d'Octobre marque un autre tournant fondamental dans l'histoire de l'humanité. A partir de cette époque, la lutte des peuples pour acquérir le droit à disposer d'eux-mêmes cesse d'être une partie du mouvement démocratique général pour devenir partie intégrante de la révolution socialiste prolétarienne générale. De par son impact sur les pays d'Asie, de par l'émancipation des nationalités asiatiques dominées par le tsarisme qu'elle réalise, de par le fait qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du système impérialiste, la Révolution d'Octobre a, selon l'expression de Staline, « jeté un pont entre l'Occident socialiste et l'Orient asservi, créant contre l'impérialisme mondial un nouveau front de révolution qui s'étend des prolétaires d'Occident aux peuples opprimés de l'Orient en passant par la Révolution russe ».

Bien qu'elle ait été trahie depuis et que l'Union soviétique d'aujourd'hui, État fasciste et super-impérialiste n'ait plus rien à voir avec l'URSS socialiste de 1917, la révolution d'Octobre a entamé un processus qui lui est irré-

versible : celui de la prise de conscience par les peuples de la réalité de la possibilité de se libérer et celui du déclin de l'impérialisme. Ce processus sera d'ailleurs largement renforcé par la révolution chinoise et ses conséquences.

Il est remarquable de voir à quel point Lénine en 1918 et Staline en 1921 pressentaient déjà l'émergence de ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers monde comme une force devant prendre un rôle grandissant dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans un rapport au IIIe congrès de l'Internationale communiste, Lénine disait en effet quatre ans après la révolution :

« J'aimerais également mettre l'accent ici sur l'importance du mouvement dans les colonies. (...) Le mouvement dans les colonies est encore tenu pour un mouvement national insignifiant et entièrement pacifique. Cependant, ce n'est pas le cas. Car de grands changements sont intervenus à ce sujet depuis le début du XXe siècle, c'est-à-dire que des millions et des centaines de millions d'hommes — l'écrasante majorité de la population mondiale — se manifestent maintenant étonnamment un

facteur révolutionnaire indépendant et actif. Et il est parfaitement clair que dans les batailles décisives à venir de la révolution mondiale, ce mouvement de la majorité de la population mondiale, visant à l'origine à la libération nationale, se tournera contre le capitalisme et l'impérialisme et jouera, peut-être, un rôle révolutionnaire bien plus impor-

tant que celui que nous n'avons été amenés à en attendre. Il est important de faire ressortir que, pour la première fois dans notre Internationale, nous discutons de la préparation de cette bataille. Évidemment dans ce vaste domaine, les difficultés sont beaucoup plus grandes, mais, dans tous les cas, le mouvement progresse et la masse du

peuple travailleur, les paysans des pays coloniaux, en dépit du fait qu'ils sont encore arriérés, joueront un très grand rôle révolutionnaire dans les phases à venir de la révolution mondiale. »

IIIe Congrès de l'Internationale communiste. Rapport sur la tactique du Parti communiste de Russie (5 juillet 1921)

Alors que Lénine dégageait déjà ainsi l'importance majeure pour la révolution mondiale des luttes des peuples des pays dominés par l'impérialisme, Staline, pour sa part, trois ans auparavant, expliquait le lien existant entre ces luttes et la révolution bolchévique.

« En effet, la Révolution d'Octobre est la première révolution au monde qui rompit la torpeur séculaire des masses travailleuses des peuples opprimés de l'Orient, et les entraîna à la lutte contre l'impérialisme mondial. La formation des Soviets ouvriers et paysans en Perse, en Chine et dans l'Inde sur le modèle des Soviets de Russie, l'atteste d'une façon suffisamment convaincante... »

« L'important, ce n'est pas du tout que la lutte en

hors » ne font qu'accentuer la crise révolutionnaire, entraînant dans la lutte de nouveaux peuples et étendant la zone des combats révolutionnaires contre l'impérialisme.

Ainsi, la Révolution d'Octobre, en créant des liens entre les peuples de l'Orient arriéré et de l'Occident avancé, les réunit dans un camp commun de lutte contre l'impérialisme. (Staline)

De la Question nationale et la Révolution d'Octobre.

On note que déjà à cette époque, à l'intérieur des luttes du tiers monde, le parti de Lénine et de Staline analysait les mouvements bourgeois nationalistes comme allant dans le sens de la révolution mondiale. C'est sur la base de ces analyses que Mao Tsé-toung poursuivit et enrichit les principes de la démocratie nouvelle, ouvrant la voie de la révolution aux pays du tiers monde.

Aujourd'hui, cette lutte des peuples opprimés par l'impérialisme, non seulement continue à faire partie de la révolution mondiale

mais en est même devenue, depuis l'apparition du tiers monde en temps que force constituée, la force principale.

L'URSS de Lénine n'est plus. Mais ce grand mouvement révolutionnaire qu'il entrevoyait est lui bien vivant et, à travers lui, continue de souffler l'esprit d'Octobre.

Serge FOREST

L'abandon de la voie de la Révolution d'Octobre

Une impasse pour les travailleurs

UN communiqué du Bureau politique du PCF du 7 novembre 1978 salue le 61e anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917. Bien sûr, pour dire qu'aujourd'hui, la voie montrée alors n'est plus valable. Ainsi les « communistes français mènent leur combat en tirant les leçons de toutes les expériences du socialisme, en tenant compte des conditions de notre époque et surtout des caractéristiques propres à leur pays. Ils ont choisi une voie démocratique pour aller à une société socialiste dans la liberté et la démocratie, une société socialiste aux couleurs de la France, ainsi que l'a défini leur vingt-deuxième congrès ».

C'est la rengaine bien connue du passage pacifique au socialisme qui, comme chacun sait, a permis aux masses populaires de conquérir le pouvoir dans de nombreux pays : l'exemple des milliers de travailleurs chiliens assassinés par Pinochet, est une brillante démonstration de cette théorie ! Le Bureau politi-

que peut-il citer un seul exemple dans le monde où les classes exploiteuses aient donné pacifiquement le pouvoir aux exploités ?

Pour ce qui concerne notre pays, on se demande bien quelles sont les caractéristiques qui permettent à Marchais d'avancer de telles choses. En 68, lorsque plusieurs millions de travailleurs étaient en grève, les chars ne se trouvaient-ils pas dans les bois autour de Paris, puis quelques années après la presse ne publia-t-elle pas des plans qui prévoyaient d'emmener dans les stades les travailleurs « gênants » pour le pouvoir ?

De plus en plus dans les grèves, sur qui le préfet donne-t-il l'ordre aux CRS de taper ? Sur les travailleurs ou les capitalistes ? Ici souvent ce ne sont que quelques petites augmentations revendiquées, mais cela suffit à montrer quelle violence la bourgeoisie sera prête à utiliser lorsque les travailleurs s'en prendront à son pouvoir ? Dans la France de la fin du vingtième siècle,

comme dans l'URSS du début du siècle, les masses populaires ne pourront aller au socialisme que par la révolution. Et si nous sommes pour la révolution ce n'est pas par goût de la violence, mais bien parce que c'est une leçon de l'histoire qui se paie par des massacres quand on l'oublie.

La révolution, ce but qui est la raison d'être de tout parti communiste, les dirigeants du PCF, l'ont abandonné dans les faits depuis longtemps. On voit à quoi cela aboutit : à proposer des réformes pour faire croire aux travailleurs qu'on peut aménager le système capitaliste et passer petit à petit au socialisme. C'est se moquer des intérêts des travailleurs : ainsi une telle conception des choses aboutit à la « brillante carrière » du Programme commun et à passer des alliances avec le PS dont la trahison des intérêts de la classe ouvrière n'est plus à démontrer.

Cela aboutit aussi aux grèves de vingt-quatre heures émietées, parcellisées

à dessein, aux manifestations qui font faire la promenade devant le Palais Bourbon, faire soi-disant pression sur les députés qui votent le budget, en clair pour laisser croire aux travailleurs qu'avec le bulletin de vote et une « bonne majorité » ils pourront changer cette société d'oppression et d'exploitation. La société socialiste aux couleurs de la France vue par le Bureau politique du PCF n'est pas rouge. Elle ressemble à celle que nous vivons tous les jours.

Cette société fait défendre aux dirigeants du PCF des mots d'ordre chauvins, tels « Fabriquons français » comme si pour l'ouvrier la nationalité de son patron rendait l'exploitation moins dure.

Pour nous le socialisme à la Marchais, nous n'en voulons pas et quand le PCML célèbre la glorieuse Révolution d'Octobre 1917, c'est parce que son enseignement est toujours valable aujourd'hui.

René BRÉAND

POLITIQUE ET SOCIAL

Université

Les universitaires s'opposent à Alice Saunier-Seïté

Les universitaires sont en grève depuis le lundi 6 novembre à l'appel du SNES/SUP, du SGEN/CFDT, de l'ANASEJEP (*) et de l'ANEVES (**).

Pendant une semaine, ils se mobiliseront pour exprimer leur opposition au nouveau décret d'Alice Saunier-Seïté, dont nous avons déjà parlé dans notre édition du 30 septembre.

Le décret prévoit « un grand nettoyage dans le corps enseignant universitaire » :

— Les assistants du supérieur doivent renouveler leur demande de poste auprès du recteur de l'université, celui-ci est le seul habilité pour maintenir ou non le renouvellement des postes... !

— Les assistants qui se-

ront remerciés de leur service seront nommés dans le secondaire (au détriment des maîtres-auxiliaires) ou envoyés au chômage.

Les assistants qui seront maintenus dans le supérieur ne pourront plus donner des cours magistraux (réservés aux grands professeurs).

— Enfin tous les assistants qui ne seront pas ti-

tularisés maîtres-assistants dans cinq ans seront carrément renvoyés à la rue, en attendant, ils seront obligés d'effectuer plus d'heures d'enseignement.

(*) ANASEJEP : Association nationale des assistants des disciplines juridique, économique, politique et de gestion.

(**) ANEVES : Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur.

Les mesures répressives envers les étudiants étrangers

La politique raciste du gouvernement contre les immigrés ne se limite pas seulement aux travailleurs, elle vise aussi les étudiants étrangers. La circulaire Bonnet du 12 décembre 1977 vise à étendre la répression contre les étudiants étrangers.

Voici les principales clauses de la circulaire Bonnet.

1) Les pressions administratives :

— Les étudiants étrangers sont obligés de présenter, au moment de leur inscription en faculté, en France, une pré-inscription délivrée par leur pays d'origine ;

— De plus les étudiants étrangers doivent obtenir un visa de long séjour pour études délivré par le consulat français,

visa qui est soumis à l'obtention de la pré-inscription en université (voir première condition ci-dessus), à l'obtention d'un certificat médical et à une attestation de ressources (attestation bancaire) d'un montant égal aux bourses délivrées par le gouvernement français.

Donc les étudiants étrangers doivent accomplir ces quatre formalités pour pouvoir obtenir leur carte de séjour !

2) La sélection :

La circulaire Bonnet exige pour le renouvellement de la carte de séjour, en plus du compte bancaire, l'obtention du DEUG *, dans un délai de trois ans. Cette condition ne prend évidemment pas en compte

les difficultés de langue des étudiants étrangers et le fait qu'ils sont souvent obligés de travailler. En outre, les étudiants étrangers n'ont pas la possibilité — contrairement aux étudiants français — de changer de branche d'études.

3) Le délit d'opinion : Aux pressions administratives et d'études succèdent des motifs directement politiques pour expulser un maximum d'étudiants étrangers.

Ainsi, la circulaire Bonnet précise : « S'il apparaît aux autorités françaises concernées que l'inscription est un prétexte pour se maintenir en France », ces autorités peuvent refuser de renouveler la carte de séjour et ailleurs : « Il doit être évidemment procédé avant

tout octroi du visa à la consultation du fichier d'opposition ».

Les intentions de la circulaire Bonnet sont claires : il s'agit de trier sur le volet les étudiants « sages », de poursuivre la collaboration policière entre les pays d'origine des étudiants et l'appareil policier français.

Face à ces mesures répressives et néo-colonialistes, un comité de lutte s'est constitué pour obtenir l'annulation totale et rétroactive de la circulaire Bonnet, pour dénoncer les atteintes aux droits et aux libertés, la collaboration policière internationale.

* DEUG : Diplôme d'études universitaires générales. Premier diplôme universitaire qui doit être obtenu dans un maximum de trois ans.

Avec le Parti

Une expérience de diffusion sur une cité HLM de Nantes (La Bottière)

A l'appel du Parti, nous avons réfléchi au moyen de participer de manière positive à la campagne pour la diffusion de la presse. A priori, nous n'étions pas très enthousiastes, nos objectifs peu définis... Faut-il intervenir aux portes d'une entreprise, sur un marché, faire du porte à porte dans une cité HLM ?

Après bien des hésitations, il fut décidé d'intervenir sur une cité populaire où, nous le savions, résidaient de nombreux travailleurs... Combien de bimensuels, du numéros du quotidien pouvions-nous diffuser... ?

Chacun, même les « anciens », renchérisait sur les difficultés du porte à porte... Bref, avec notre manque de confiance envers les travailleurs, nous étions persuadés que nous ne vendrions pas ou peu de journaux et que partout nous serions éconduits.

Le jour de la diffusion, par équipe de deux, nous sonnions aux portes des appartements, il était 18 h 30. A 19 h 30, nous avions terminé.

Que s'était-il passé ?... En une heure, nous avions tout vendu : six numéros de bimensuel, un exemplaire du quotidien, donné deux numéros anciens du bimensuel et distribué un tract

contre la venue de Boulin, ministre du chômage à Nantes. Nous n'avions plus de matériel, frappé à 80 ou 90 portes, dans une cité qui en comporte plus de 1 000.

Nous étions très étonnés de ce succès... Parmi les acheteurs, nous comptons des jeunes, des chômeurs, une personne proche du PCF, une syndicaliste... Nous avons noté la réflexion d'une jeune femme au chômage : « C'est inutile que je lise votre journal, car je serais encore plus démoralisée après... ». Nous avons essayé de montrer qu'il fallait s'organiser que le chômage n'était pas un fait sans explication sous le capitalisme. Finalement, cette jeune chômeuse prit un numéro de bimensuel.

Notre expérience de diffusion est bien courte mais nous en retirons au moins les conclusions suivantes :

— Les travailleurs attendent des réponses à leurs conditions de vie, au chômage...

— Nous n'avons pas assez confiance dans les masses et nous manquons d'esprit d'offensive.

Nous sommes décidés à poursuivre notre expérience de diffusion avec modestie et confiance...

Correspondant Nantes.

Opération Valenciennes-Denais

TROIS jours de suite, dimanche, lundi, mardi, nous sommes intervenus dans une région fortement industrialisée et qui connaît actuellement d'énormes problèmes de chômage et de licenciements : le Valenciennais et le Denais.

Notre objectif : faire connaître la ligne politique et les idées du Parti en nous servant du journal, le faire connaître et le vendre.

Avant de passer avec le journal, nous avons « préparé le terrain ». Quelques jours avant, nous avons, en effet, un peu habillé les murs et les panneaux de Valenciennes et Denain. Tant de murs nous tendent leurs... briques ! L'accent avait surtout été mis sur les endroits où nous savions que nous allions intervenir : l'entrée des corridors, le centre-ville, les usines, en particulier Usinor-Denain.

C'est pourquoi quand nous avons fait notre porte-à-porte dans les corridors d'Usinor, à Denain, nous n'étions pas tout à fait inconnus. Nous avons été très bien accueillis. Et en deux heures, à cinq camarades, et sur quelques rues seulement, nous avons vendu 18 bimensuels et un quotidien. Fait très intéressant : d'une façon générale, les ouvriers ou leurs femmes faisaient bien la différence entre nous et le PCF. Il n'y avait, en général, aucun malentendu. D'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux recevaient Liberté (journal local du PCF).

Bien sûr, nous avons un terrain en or puisqu'il y avait là une classe ouvrière concentrée, ayant le même rythme de vie, les mêmes préoccupations et, dans l'ensemble, assez politisée. Mais, ce qui est significatif, c'est ce que tous ceux qui ont acheté le journal ont accepté, sans

exception, de nous laisser leur adresse afin d'être contactés.

Deuxième jour d'intervention : braderie de Valenciennes. Là, le « milieu », le public étaient beaucoup plus diversifiés. Notre stand, c'était une table et quelques panneaux (qui ont même résisté à la pluie fine et au vent). L'animation était assurée par un camarade qui actionnait un pantin représentant Raymond Barre tenant deux panneaux : chômage, hausse des prix. Peu de gens ont acheté mais ils s'arrêtaient nombreux et se marraient franchement. C'est là que des camarades proposaient le journal et entamaient la discussion. Pendant ce temps, une équipe de deux camarades arpentaient la braderie avec le journal. Résultat : 16 bimensuels et quelques quotidiens vendus. Quelques contacts ont également été pris.

Troisième jour d'intervention : mardi, diffusion d'un tract sur un énorme centre d'HLM. En diffusant dans les boîtes aux lettres, des camarades ont discuté avec de jeunes ouvriers très intéressés par notre tract. Très vite, nous nous sommes aperçus que le tract ne suffisait pas car ils désiraient en savoir plus. Nous avons bien fait de prendre des journaux avec nous ! Nous leur avons donné une série d'anciens numéros du bimensuel et vendu le dernier. Là aussi, les contacts sont sérieux.

Au total, et sans faire de triomphalisme, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est très enthousiasmant. C'est vraiment dans ces cas-là, dans la pratique en fait, qu'on se rend compte d'une part que nos idées intéressent vraiment le peuple, et d'autre part que le journal est vraiment une arme irremplaçable pour faire connaître plus largement ces idées.

Culturel

C'était lundi soir sur A2

Les enfants de Bogota

DES regards qu'on peut difficilement soutenir. Les regards des enfants de Bogota. On peut y lire toute la misère de la Colombie pillée par l'impérialisme. « Au début, on fait les poubelles pour trouver à manger, quand on en a marre de faire les poubelles, on mendie ou on vole ». Quand on leur demande pourquoi ils sont dans la rue, voici ce qu'ils répondent : « Chez moi, on est dix-neuf enfants » ou bien « Mon papa, il est mort, ma mère elle est malade ».

Souvent, les petits font la manche pour les grands, un petit, ça attendrit... ! Mais quand la mendicité n'a pas marché, quand le vol n'a pas marché, alors les gamins de cinq, six, sept ans respirent un chiffon imbibé d'essence pour oublier, pour s'évader de cette société qui les rejette. « Mais c'est une autre sorte d'enfer » disent-ils. Leur avenir, ce sont les petits métiers en marge : cirqueurs de chaussures, mais aussi proxénètes, putains ou petits truands. En attendant, ils aident déjà les petits truands dans leurs larcins, ils font le guet, font de la diversion ou participent au trafic de marijuana (c'est en marijuana qu'ils sont payés). Le plus dur pour eux, c'est la nuit, dans cette ville située en haut de la Cordillère des Andes. Il est frappant de



voir des gosses dont les plus jeunes ont quatre ou cinq ans s'entasser devant les vitrines des grands magasins sous de mauvaises couvertures. Souvent, le matin, un gamin se réveille sans ses chaussures ou sa chemise. On les lui a volées. Il devra attendre le soir pour en voler d'autres.

Bien sûr, les gamins sont la mauvaise conscience de la ville, ils sont traqués jour et nuit par la police qui les fiche ou qui les met en maison de correction. Un des gosses révélera que là, ils sont battus. De nombreuses institu-

tions ont été créées pour les gamins, mais elles sont vides ; les gamins préfèrent encore être libres.

Ce film-reportage était vraiment très bien conçu. Il ne tombait pas dans la déviation de montrer des jeunes poulbots avec le « panache » des gosses durs, demi-loubards. Non, simplement, par le témoignage, par le choix des images, il rendait évident que les gosses ne pouvaient pas aimer cette vie, ne pouvaient pas l'avoir choisie. C'est la société qui leur a imposé cette situation, c'est la société qui les

a rejetés. La Colombie est un pays pillé par l'impérialisme. Mais pas si loin de nous, on peut voir des vieux travailleurs obligés de se cacher pour faire les poubelles parce qu'ils n'arrivent pas à se nourrir. Sans aller si loin, chez nous aussi, on peut voir de plus en plus de gens qui n'ont pour toute chambre que le couloir du métro, pour beaucoup ce sont des travailleurs, réduits au chômage, puis à la misère. Cela aussi est insoutenable. Mais on ne le verra pas à la télévision.

Léon CLADEL

Qu'est-ce qu'un bouliste au télégraphe ?

DANS les PTT, il y a différents services (télégraphes, guichets, tri, mécanographie, facteur, etc.) et les boulistes dont je suis ; presque personne ne connaît ce service et ses conditions, c'est pourquoi je juge important d'expliquer et, sur ce, je citerai l'explication de ce service et de ces conditions, de son avenir par l'intermédiaire d'un article d'un militant CFDT.

« Le service pneumatique, ce n'est pas seulement des tubes qui se ballaient dans les égouts de Paris, c'est aussi cinq bureaux des boulisteries à Paris qui prolongent ce service jusqu'en grande banlieue. Chaque bureau où sont affectés en moyenne une vingtaine de boulistes dessert un cinquième de la banlieue parisienne, dont certaines villes très éloignées comme Rungis, Versailles, Créteil, Enghien...

Ces boulistes effectuent ce travail sur les motos qui sont dans des états aussi pitoyables que les tubes. Ils sont équipés d'un habillement inadapté à la pratique de la moto, ils roulent par tous les temps (neige, pluie, verglas). Tout cela rend ce travail particulièrement dangereux. Les accidents se sont multipliés par dix en l'espace de trois ans. Parmi les accidents : un mort et un camarade totalement infirme pour le restant de ses jours (trois mois de coma).

En dépit de nombreuses interventions à la direction des PTT, la CFDT s'est vue refuser l'application des mesures de sécurité et plus particulièrement l'obtention de voitures.

La direction clame tout haut, sauf aux syndicats, que c'est ce service qu'elle veut, je cite, « laisser mourir ». Veut-elle aussi laisser mourir, au sens propre du terme, des préposés sur leurs motos ?

Quand l'administration prendra-t-elle des résolutions nettes et précises et cessera-t-elle de tergiverser avec la vie des agents et d'un service public ?

A ceci je pense que seule la lutte des boulistes, tous unis, aboutira à de véritables perspectives nettes et précises...

La CFDT, les boulistes pensent que ce service serait essentiellement orienté vers l'acheminement rapide du courrier des entreprises : recherche de rentabilité.

Par la destruction du service pneumatique c'est tout le service de la distribution télégraphique qui est en jeu.

Notre camarade reprend ensuite la parole pour appeler l'unité de tous les travailleurs des PTT. Il dit fort justement que « les pétitions, les audiences à la direction ne sont que des mots lancés en l'air ».

D'après une correspondance d'un camarade de Clichy

Brétigny-sur-Orge (Région parisienne)

Les travailleurs de Tréfinmétaux luttent contre les licenciements

Mardi 31 octobre 1978, à la porte Pouchet, au siège de Pechiney-Ugine-Kuhlmann-Tréfinmétaux, près de 200 travailleurs représentant les différentes usines du groupement manifestent contre le « plan social » de la direction générale qui consiste à moyen terme à :

- Licencier 570 personnes ;
- Vendre 225 emplois à Cuivre et alliage (autre boîte de PUK) ;
- Liquider deux activités, les fonderies de Dives et l'activité bron-

ze de Pont de Chéruy dans l'Isère.

et à liquider, à plus ou moins long terme, l'activité Cuivre pour que PUK puisse réinvestir dans des domaines plus « rentables » comme le nucléaire.

La mobilisation était importante et les travailleurs combattifs. Il y avait trois cars de travailleurs du Havre (qui sont aux premières lignes des licenciements et de liquidation de leur usine), des délégations des usines de Givet (Ardennes), Dives, Darmetel, Senfontaine (Normandie), Brétigny (Essonne), Argenteuil (95), St-Maurice (Val-de-Marne), du siège (Clichy) et Couéron (44).

Cette action était organisée, dans l'unité avec la CFDT et la CGT pour appuyer les délégués qui étaient en réunion de concertation.

Les délégations syndicales CGT-CFDT et FO du groupe se sont mises d'accord sur une plate-forme unitaire :

- Pour refuser tout cautionnement aux licenciements.
- Pour refuser toute mutation qui amènerait des déclenchements et des licenciements tardifs.

Le problème important qui se pose aux travailleurs du groupe c'est « comment s'organiser pour lutter ? Comment lutter ? »

Car actuellement aucune force n'est capable d'organiser sur des bases claires de lutte de classe cette lutte contre tout licenciement.

Et pourtant si la lutte ne s'organise pas aujourd'hui après les 570 licenciements, c'est l'emploi de près de 10 000 travailleurs qui est en jeu !

Les marxistes-léninistes du dépôt Tréfinmétaux de Brétigny-sur-Orge.



Le mardi 31 octobre, les travailleurs de Tréfinmétaux manifestent à l'appel de la CGT et de la CFDT devant le siège de la boîte, à Porte-Pouchet (Clichy).

BLOC-NOTES

Combattre le chômage et le racisme !

Notre édition du 15 novembre, date de la journée d'action contre le chômage organisée par la CGT, comportera un dossier-chômage de plusieurs pages qui pourra notamment être diffusé dans les manifestations et les assemblées générales de travailleurs. Notre édition datée du 17, veille de la manifestation contre le racisme à Paris à laquelle appellent de nombreuses organisations dont notre parti, comportera un dossier-racisme de plusieurs pages traitant des questions suivantes : responsabilité du pouvoir vis-à-vis de la propagande et des méfaits racistes, attitude du PCF à l'égard des travailleurs immigrés, notre point de vue sur les droits des travailleurs immigrés, lutte contre le racisme menées ces dernières années, soutien à la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra, participation des travailleurs immigrés aux grandes luttes politiques de la classe ouvrière en France.

Les lecteurs, camarades et organismes qui veulent recevoir davantage d'exemplaires de ces éditions-là pour diffusion militante, doivent passer leurs commandes dès maintenant à l'administration jusqu'au 14 pour la première et au 16 pour la seconde. Celle-ci pourra être utilisée après le 18 et sera précédée par la parution durant la semaine précédente d'une série en page 8 destinée à expliquer les raisons et la nature de l'immigration.

Librairie les Herbes sauvages

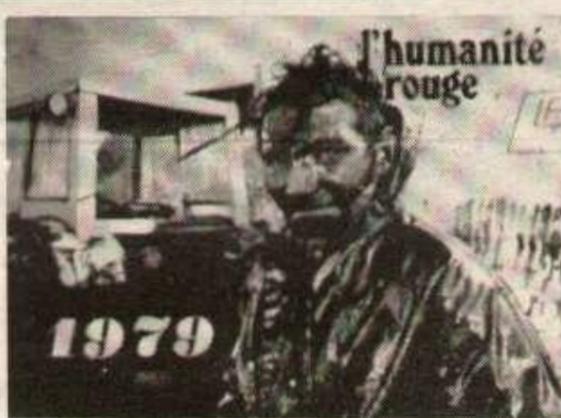
70, rue de Belleville, Paris 20e

Les horaires d'ouverture de la librairie changent. A partir du 2 novembre, la librairie sera ouverte le lundi, mardi et jeudi de 13 h à 19 h. Le mercredi, vendredi et samedi, elle sera ouverte de 10 h à 19 h.

Nous rappelons que le premier tome du nouveau livre d'E-100 « Histoire du Mouvement communiste international : 1848-1917 » est disponible.

Vient de paraître également le No 4 du *Peuple français* avec un dossier consacré aux paysans.

La bande dessinée *Fils de Chine* peut être trouvée à la librairie ainsi que le livre sur la libération de Phnom Penh, *Phnom Penh libérée*.



Le calendrier 1979 pour la souscription à *L'Humanité rouge* est disponible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris Cédex 18 - CCP 30 22672 D La Source. Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et des départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente-cinq millions fin décembre, pour que vive *L'Humanité rouge*.

Le prix est de 10 francs. Faites parvenir le règlement, soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Achetez et faites acheter le calendrier 1979

Des criminels de guerre à l'ambassade de France en Argentine

Communiqué de presse du COBA

LE Collectif pour le boycott de la dictature argentine (COBA) s'associe aux nombreuses protestations qui se sont élevées contre l'interview inadmissible de l'assassin vichyste Darquier de Pellepoix parue dans l'hebdomadaire *l'Express*.

Le COBA tient à rappeler à cette occasion que le cas n'est malheureusement pas unique de criminels de guerre français complices des nazis réfugiés à l'étranger, qui trouvent auprès de nos ambassades un accueil cordial, comme s'en vante Darquier de Pellepoix.

En Argentine, certains d'entre eux ont même des postes officiels. Ainsi M. Jean-Pierre Ingrand, condamné à mort à la Libération pour sa responsabilité dans l'affaire des « Sections spéciales », est actuellement président de l'Alliance française de Buenos Aires. Ainsi M. Quey-

rat, rédacteur économique du bulletin de la chambre de commerce française en Argentine, lui aussi condamné à mort par contumace. Encore ne s'agit-il que de deux cas, parmi les nombreux membres de l'« amicale des réfugiés vichystes » de Buenos Aires, qui participent régulièrement depuis de nombreuses années aux réceptions officielles de l'ambassade de France.

Le COBA dénonce à nouveau cette complaisance inadmissible des diplomates français, qui se double dans le cas de l'Argentine d'un soutien rien moins que discret à l'une des dictatures les plus sanglantes d'Amérique Latine.

Collectif pour le boycott de la dictature argentine
14 rue de Nanteuil 74015 PARIS

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druésne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Le dossier noir du chômage (3)

ANPE, Attention nouveau projet d'exploitation



L'Agence nationale pour l'emploi n'a tout juste connaissance que d'une offre d'emploi sur quatre.

Les chômeurs selon le rapport Farge

«Des incapables, des paresseux, voire des agitateurs»

CONNU par une fuite au moment où l'indemnisation du chômage commençait à être discutée entre patronat et syndicats, à un moment où la campagne contre les faux « chômeurs » battait de nouveau son plein, le rapport Farge a fait l'effet d'une bombe. Prétendant simplifier les choses, rendre à l'Agence son rôle de placement, le rapport se présente donc comme voulant remettre de l'ordre dans la maison et donner aux chômeurs les chances de trouver du travail.

Avant même d'aller plus loin, une mise au point s'impose : comment peut-on sérieusement envisager que l'ANPE réorganisée d'une façon ou d'une autre puisse résoudre un tant soit peu l'énorme problème du chômage ? Comment peut-on faire croire que les quelques dizaines de milliers d'offres non satisfaites, si elles trouvaient preneur, pourraient faire baisser considérablement le nombre des chômeurs ? Assurément le problème n'est pas là. Alors quels sont les buts des réformes en projet ?

Ils sont de deux ordres : d'abord mieux servir les patrons en leur fournissant la main-d'œuvre qualifiée dont ils ont besoin. Ensuite, faire disparaître des statistiques et des caisses d'indemnisation, le maximum de chômeurs.

Pour ce qui est du premier point, le rapport propose de centraliser, au niveau de chaque département, les annonces qualifiées de « fines ». Au niveau local, resteront les demandes d'em-

ploi non spécialisées, dont les patrons ne manquent pas.

Pour plus d'efficacité, il y aurait « création, au niveau régional, de comités de gestion dont la présidence serait confiée au préfet de région, en qualité de représentant du ministère du Travail et la composition numériquement limitée, laissée à son initiative, sous réserve qu'il soit

fait appel à des compétences professionnelles du « terrain ».

En d'autres termes, les patrons entreraient directement dans la gestion de l'Agence et se donneront les moyens d'exiger de tel ou tel chômeur qu'il se déplace selon leurs besoins, sous peine d'être radié.

Pour ce qui est du deuxième point, l'astuce employée

pour diminuer le nombre d'inscrits est simple : il suffit de séparer la question des aides publiques et la question du placement ; il ne serait donc plus nécessaire de passer par l'ANPE pour toucher des indemnités, l'agence n'ayant plus pour but que de placer les chômeurs. Avec, dans le même temps, un contrôle beaucoup plus serré sur les chômeurs, effectué par les différentes caisses. Avec encore un système d'avancement des agents de l'ANPE calculé sur leur taux de placement, autrement dit leur capacité à faire accepter n'importe quoi par les chômeurs ! Concrètement, il est probable que le pointage soit supprimé parce qu'il est considéré comme inefficace, et remplacé par un « contrôle de la réalité de

la recherche d'emploi ». Il est à craindre que les « missions d'enquête sur la vie privée des chômeurs s'intensifient », si on en croit le rapport Farge qui se plaint du nombre insuffisant de contrôleurs actuellement en service !

En quelque sorte, l'ANPE modifiée ainsi ne serait plus qu'une agence d'intérim un peu particulière, puisque de la recherche de l'emploi dépendra étroitement les aides versées.

C'est bien ce que recherche le gouvernement sous cette forme ou sous une autre, les pro-

De Malthus à Boulin...

MALTHUS

« Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, en fait il est de trop... Aussi dur que cela puisse paraître dans les cas particuliers, il faut que l'assistance s'accompagne toujours d'un peu de honte. Cet aiguillon est absolument nécessaire au bien général de la société. »

JACQUES RUEFF

Il s'est particulièrement illustré autour de 1930, à un moment où la question de voter l'assurance-chômage était débattue au Parlement. Selon ses théories, l'assurance-chômage faisait « perdre l'envie de travailler et laissait intacte la combativité syndicale ». Il fallait donc détecter les « chômeurs professionnels, les paresseux, objets de réprobation », refuser toute indemnité à « la femme dont le conjoint et les enfants travaillent, au jeune nourri par sa famille, à l'étranger qui n'a qu'à rentrer chez lui... ». De fait, l'assurance-chômage était rejetée par le Parlement, en 1930 !

M. QUESNEL

(Ancien directeur de l'ANPE, en 1972) :

« Ne serait-il pas éventuellement plus exact de ne retenir comme chômeurs que ceux qui ont droit à l'une de ces aides (aide publique ou Assedic) ». Notons au passage que 58,1 % des chômeurs ne touchant aucune indemnité seraient ainsi éliminés. Ce chiffre est à rapprocher de celui donné par Boulin comme étant celui des vrais chômeurs.

Toujours le même : « Nous négligerons l'effet des demandes manifestées par les jeunes de 18 à 19 ans, avant leur incorporation, considérant qu'elles n'ont pas le même caractère impératif et peuvent rester insatisfaites ».

jets du RPR, du PR, allant plus ou moins dans ce sens. Avec la réduction de l'indemnisation programmée par le gouvernement, cette transformation de l'ANPE est donc bien une grave menace contre les chômeurs. Il convient d'être vigilants.

Le rapport Farge

Augmenter la mobilité de l'emploi, diminuer le nombre des chômeurs

agence connaît tout juste une annonce sur 4 !

Pour les patrons, l'Agence devait en principe faire un travail de tri des demandeurs d'emploi, leur envoyer des « Français s'ils ne voulaient pas d'immigrés, par exemple, ou telle ou telle qualification ». En fait, le personnel des ANPE s'est assez largement refusé à faire ce sale boulot, à effectuer un tri sévère selon les exigences des patrons. De ce point de vue, l'Agence est donc moins intéressante pour les patrons que les boîtes d'intérim ou les petites annonces...

Enfin, ce que la bourgeoisie reproche à l'ANPE, c'est d'être incapable de fournir aux patrons des demandeurs d'emploi relativement qualifiés dont ils ont besoin, quitte à les déplacer. Là encore, les pressions pour faire déjà nombreuses, pour faire accepter aux chômeurs qu'ils se dé-

placent, sont jugées insuffisantes. Et dans le même temps, le rapport Farge estime donc que le système actuel encourage donc les chômeurs à le rester, parce que les contrôles sont insuffisants, inefficaces selon elle.

D'après le rapport Farge, on a donc assisté à une « stagnation puis à une dégradation des performances de l'ANPE au niveau du taux de placement.

Alors que d'un simple point de vue des chiffres, le nombre d'offres d'emploi non pourvues en fin de mois est faible et traduit donc une impossibilité à peu près complète de trouver du travail pour le million et demi de chômeurs actuels, la bourgeoisie relance le vieux débat « vrais et faux chômeurs ». Monsieur Boulin lui-même s'est porté en tête, dans cette campagne. N'a-t-il pas déclaré récemment dans une interview au Figaro

« que 1 156 000 demandeurs d'emploi, ce n'est pas 1 156 000 chômeurs » ?

Ne trouve-t-on pas dans le rapport Farge cette appréciation scandaleuse selon laquelle les patrons se méfient de l'ANPE « comme recelant dans ses fichiers de demandeurs d'emploi une majorité d'incapables et de paresseux, sinon d'agitateurs » ?

Faux débat, aussi vieux que le chômage lui-même et qui ressurgit avec une particulière hargne chaque fois que la bourgeoisie est affrontée au problème de l'indemnisation du chômage dans de vastes proportions. Boulin, Farge et Cie se distinguent à peine des Malthus, Jacques Rueff ou Quesnel (ancien directeur de l'agence), dans leurs déclarations anti-chômeurs ! (Voir encart)